



Arrêté n° A_2023_0241 TECH

Romainville, le 12 avril 2023

Portant réglementation de la circulation et du stationnement pour des travaux d'aménagement urbain dans le cadre du prolongement de la ligne 1 du tramway.

Boulevard Edouard Branly.

Le Maire de Romainville,

Vu la demande présentée par le **Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis**, Direction de la Voirie et des Déplacements, 225 avenue Paul Vaillant Couturier 93000 Bobigny, représentée par Monsieur Romangin, emails : sromangin@seinesaintdenis.fr, abourlieux@seinesaintdenis.fr, cehumbert@seinesaintdenis.fr,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code pénal,

Vu le Code du travail,

Vu la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, complétée et modifiée par la Loi n° 82.623 du 22 juillet 1982,

Vu l'Arrêté interministériel du 6 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I - 8ème partie approuvée par arrêté du 6 novembre 1992,

Vu l'avis du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis, Direction de la Voirie et des Déplacements, Service Territorial Sud, 7-9 rue du 8 mai 1945 93190 Livry-Gargan,

Considérant qu'en application du décret n° 2009-991 du 20 août 2009 modifiant le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009, les pouvoirs de police concernant la RD 20A, RD 117, RD 40S, RD 36 Bis, RD 116, RD 41, sont de la compétence du Maire de Romainville,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers et riverains de la voie publique ainsi que celle des intervenants chargés de l'exécution des travaux et de réduire autant que possible les entraves aux circulations provoquées par ces travaux,

Considérant que pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules.

Considérant que les travaux seront réalisés par les entreprises suivantes :

Colas, 2 Impasse des Petits Marais 92230 Gennevilliers, représentée par Madame Limousin, email : clemence.limousin@colas.com,

Groupement Aximum/ GES/ Terideal, 58 quai de la Marine 93450 L'île-Saint-Denis, représentée par Monsieur Pastre, emails : guillaume.pastre@aximum.fr, mathieu.gignac@aximum.com, phblanquart@terideal.fr,

1

Arrête

Article 1er : Délais d'utilisation du **24 avril au 8 septembre 2023 de 07h30 à 17h00.**

La mise en place et la dépose du balisage seront exécutées **de nuit, du 24 avril au 8 septembre 2023 de 21h00 à 06h00.**

Article 2 : Restrictions ou prescriptions des conditions de circulation et de stationnement.

Les restrictions ou prescriptions des conditions de circulation et de stationnement imposées pour cette intervention seront les suivantes :

Déviation de la circulation du boulevard Edouard Branly sur le barreau définitif dans sa partie comprise entre la bretelle n° 1 de sortie de l'A3 sens Province Paris et la bretelle n° 3 de sortie de l'A3 sens Paris Province.

Le stationnement et l'arrêt seront interdits et considérés comme gênants au sens de l'article R 417-10 du Code de la route :

Boulevard Edouard Branly

du côté des numéros pairs, au droit du n° 66 jusqu'à la bretelle n° 2 d'entrée de l'A3 sens Paris Province, neutralisation de la demi-chaussée et du trottoir,

du côté des numéros pairs et impairs, à partir de la bretelle n° 2 d'entrée de l'A3 sens Paris Province jusqu'à la rue Alexandre Dumas, neutralisation de la chaussée et du trottoir,

au droit et à l'avancement du chantier, pendant la durée des travaux, sauf aux véhicules de l'entreprise réalisant les travaux.

Mise en place de déviations PL et VL.

Mise en place d'une signalisation temporaire conforme au Code de la route, comprenant l'installation de panneaux de types AK et K.

Mise en place de séparateurs modulaires de voies K16 et barrières BVP2 de type A, pour délimiter l'emprise du chantier et sécuriser l'intervention.

La circulation des piétons sera maintenue par la création d'un cheminement PMR protégé et continu d'1.40m de largeur, avec la mise en place d'une signalisation.

Toute entrave aux dispositions du présent arrêté sera punie conformément aux lois et règlements en vigueur et l'enlèvement des véhicules contrevenants sera demandé.

Article 3 : Signalisation du chantier.

L'affichage, la mise en place et l'entretien de la signalisation routière du chantier, seront à la charge de l'entreprise exécutant les travaux.

L'information des riverains, l'affichage du présent arrêté 7 jours avant l'intervention, ainsi que les dépenses de toute nature relatives à la signalisation réglementaire des chantiers fixes ou mobiles y compris l'adaptation et le renouvellement seront effectués par l'entreprise et pendant toute la durée du chantier.

L'entreprise doit respecter les dispositions et modalités techniques d'implantation, de pose et de dépose de la signalisation temporaire et les conformités aux règles définies par la huitième partie du livre I de l'Instruction ministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'Arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et par le manuel du chef de chantier - Signalisation temporaire - Édition du SETRA.

L'affichage des arrêtés et la pose de la signalisation sur les émergences d'équipements publics sont interdits.

Article 4 : Dispositions techniques administratives.

Le maître d'œuvre et l'entreprise chargés des travaux devront respecter les dispositions du Décret 2011-1241 du 5 octobre 2011, ainsi que tous les textes qui l'ont modifié à la date des travaux.

Article 5 : Recours.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Montreuil 7, rue Catherine Puig 93558 Montreuil cedex ou par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Article 6 : Ampliation.

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Commissaire principal de Police, Chef de la circonscription des Lilas.

Monsieur le Commandant de Gendarmerie.

Monsieur le Commandant de la Brigade des Sapeurs-Pompiers.

Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale.

Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis, service DVD.

Dépôt bus RATP des Lilas et Les Pavillons-sous-Bois.

Le pétitionnaire.

Chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.